

n°14

Mars
2022

FORÊTS privées du Grand Est

- Journal d'information forestière -

Dossier technique :
**Des dispositifs d'incitation
au regroupement foncier**

Reprise des marchés du bois

Un travail objectif sur les coupes rases

ÉDITO

Faire face aux défis !

Parfois, un sentiment de lassitude peut atteindre jusqu'au sylviculteur le plus passionné. Il est vrai que la gestion forestière est tributaire de tant d'aléas, qu'elle en devient un véritable parcours du combattant.

Tout d'abord, **les crises sanitaires**, liées pour partie au changement climatique provoqué par l'Homme, dessinent la perspective d'un avenir incertain qui remet en cause des schémas dont nous étions pourtant si sûrs. Fort de ce constat, chacun croit désormais pouvoir proposer sa solution au nom de l'idée d'**une forêt qui serait considérée comme un bien commun**, par une société elle-même à l'origine des problèmes qu'elle prétend dénoncer.

Certes la société évolue et il est même plutôt rassurant qu'elle veuille s'intéresser au milieu forestier. Les Assises de la Forêt ont montré cet intérêt et ont fait émerger des propositions sérieuses. Mais en aucun cas elles ne peuvent être développées sans prendre en compte la propriété privée qui couvre 75 % de la surface forestière française et qui en assure, dans un cadre parfaitement établi, une gestion durable garante envers la société de la préservation de services d'intérêts communs.

Pour autant, on ne doit pas oublier que **la multi-fonctionnalité de la forêt comprend aussi un volet économique** qu'il est primordial de prendre en compte, particulièrement dans une région comme le Grand Est qui bénéficie d'une production forestière de grande qualité, autour de laquelle s'est développé un tissu industriel important. Mais là aussi l'évolution de l'économie, en mondialisant les échanges, engendre des crises. Le sylviculteur se voit alors montré du doigt pour **manque de solidarité envers l'industrie locale**, puisqu'il ne saurait pas résister aux sirènes de l'export.

Le constat est fait et il est préoccupant. Des solutions tenant compte des intérêts de chacun sont pourtant proposées depuis un certain temps déjà, mais malheureusement le débat restera stérile tant qu'une discussion loyale ne sera pas menée, dans le cadre d'une filière où la solidarité et l'intérêt commun seront au centre des préoccupations.

Face à l'ensemble des défis qui se présentent à lui, le sylviculteur dispose de moyens multiples pour agir. Il est d'abord important qu'il se forme **grâce aux stages organisés à son intention** et notamment ceux dont vous trouverez le programme dans ce numéro. Il doit aussi s'impliquer dans les programmes mis en place pour améliorer la gestion forestière, avec en particulier **la question du foncier** qui fait l'objet présentement d'un dossier technique.

Enfin, il est important que les propriétaires forestiers sylviculteurs soutiennent fortement les organismes et les acteurs de la forêt privée aussi bien au niveau économique, que syndical et institutionnel. **Ainsi, s'agissant du CRPF, une participation massive aux élections qui se dérouleront dans moins d'un an pour désigner les Conseillers de Centre, sera un véritable gage de légitimité pour cet établissement.**

P. Bonhomme

Vice-Président du CRPF Grand Est

Sommaire

- 3** **Actualités régionales**
 - . Plan de relance, un bilan positif.
 - . Aides au reboisement FA3R.
 - . Dégâts de scolytes, une accalmie ?
 - 5** **Économie**
 - . Accord de filière sur l'export chène.
 - . Cours des bois
 - 7** **Technique**
 - . La plantation par placeaux.
 - 8** **Parole aux syndicats**
 - . **UFGE Fransylva** : La forêt n'est pas un bien commun.
 - . **Syndicat de Haute-Marne** : La chasse au sein du parc national de Champagne et Bourgogne.
 - 10** **Parole à**
 - . Patrice Bonhomme
 - 11** **Arbre au vert**
 - . Un travail objectif sur les coupes rases dans le Grand Est
 - 12** Assises régionales de la forêt et du bois à Remiremont
- Dossier technique**
- . Des dispositifs d'incitation au regroupement foncier



Un bilan positif pour l'aide "renouvellement forestier" du Plan de Relance



Dans le contexte France Relance de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État a mis en place une subvention pour "aider la forêt à s'adapter au changement climatique et mieux l'atténuer". À cet effet, **20 millions d'€** étaient réservés aux forêts communales et privées du Grand Est, sur les 150 millions prévus pour toute la France. Au 31 décembre 2021, **plus de 800 dossiers** ont été déposés dans notre région pour un montant sollicité de 27 millions d'€ ! **Près de 5 600 ha** pourront ainsi être renouvelés. Les demandes affluent dans chaque département. Cette réussite est le fruit d'une concertation et d'une mobilisation rapide de tous les acteurs de la filière : propriétaires

privés et publics, gestionnaires, exploitants forestiers, etc. Les bénéficiaires dont le dossier a été accepté ont maintenant jusqu'à fin 2024 pour réaliser leurs travaux et demander le paiement de cette aide. Pour plus d'informations, vous pouvez vous reporter au dossier "plan de relance" du numéro 11 du journal FPGE. Pour celles et ceux qui hésitaient à se lancer dans l'aventure et qui n'ont pas franchi le pas en 2021, **bonne nouvelle, une suite est déjà attendue**. Le gouvernement doit faire des annonces prochainement pour préciser les modalités de reconduction de ce dispositif. Nous ne manquerons pas de vous tenir informés.

M. Perthuis - CRPF GE

Nous apprenons qu'Arnaud MICHAUT président de Fransylva Meurthe et Moselle a eu un sérieux accident de voiture. Nous lui souhaitons un prompt rétablissement, courage et patience pour sa rééducation.



Au bout de 5 ans au CRPF Grand Est, **Juliette Boiffin** nous a quitté en septembre dernier pour d'autres horizons. Diplômée de l'École Nationale Supérieure en Agronomie et Industries Alimentaires de Nancy, elle obtient un doctorat en sciences forestière de l'Université Laval au Québec, puis rejoint l'INRAE de Champenoux. Dans son poste au CRPF du Grand Est, Juliette était en charge de l'antenne de

Meurthe et Moselle, et des projets innovants tels que l'application en forêt des images satellitaires ou du Lidar (voir article page 11). Nous lui souhaitons un plein épanouissement dans son nouveau poste au SDIS 54. De la forêt chez les pompiers, il n'y a qu'un pas ! Elle est remplacée par **Laurie Müller** qui a pris ses fonctions au 1^{er} février dernier. Bienvenue à elle et bonne poursuite des travaux initiés par Juliette.

Désolé, le site du CRPF Grand Est n'est pas complètement à jour, mais il y a une raison ! Notre site va être entièrement remanié pour être plus intuitif et pour mieux répondre à vos attentes. Il devrait être opérationnel au courant de cette année. Un peu de patience et de compréhension...

Un nouveau départ

Honorine Baldenweck-Ruffenach, notre chargée de mission "mares forestières" s'envole vers de nouveaux horizons professionnels en rejoignant les équipes du Muséum d'Histoires Naturelles à Paris. Bon vent à toi et merci pour le travail réalisé au sein du CRPF du Grand Est.



Emmanuel Cuchet prend la responsabilité technique des forestiers des chambres d'agriculture des départements de Lorraine et d'Alsace. Après un parcours notamment au FCBA, au GIPEBLOR, il occupait le poste de délégué régional de PEFC Bourgogne-Franche Comté. Nous lui souhaitons la bienvenue, des travaux collaboratifs nous attendent !



Syndicats des Propriétaires Forestiers Sylviculteurs du Grand Est

Prenez note, d'ores et déjà, des assemblées générales de vos syndicats Fransylva :

- ◆ Meuse : 7 mai 2022
- ◆ Moselle, Meurthe et Moselle : 13 mai 2022
- ◆ Vosges : 14 mai 2022 à Xertigny
- ◆ Aube : 20 mai 2022
- ◆ Marne : 21 mai 2022
- ◆ Ardennes : 3 juin 2022
- ◆ Haute-Marne : 17 juin 2022
- ◆ Alsace : 18 juin 2022



Aides au reboisement FA3R

En 2013, sur proposition du CRPF, les professionnels locaux de la filière forêt-bois (1^{ère} transformation, industries lourdes, coopératives, pépiniéristes) s'organisent pour contribuer au renouvellement des forêts du massif vosgien. Accompagné par l'interprofession Fibois Grand Est, le CRPF et la chambre d'agriculture, le FA3R est mis en place pour permettre aux propriétaires présentant des surfaces de moins de 10 ha de bénéficier d'aides au reboisement de résineux sur des chantiers allant de 0,5 ha à 4 ha.

Il s'agit d'un coup de pouce financier, sur une base forfaitaire de 500 €/ha jusqu'à 1 500 €/ha (sous conditions), qui permet d'obtenir une aide sur l'achat et la mise en place de plants sur la zone géographique du massif vosgien. Les projets peuvent concerner l'épicéa, le douglas, le mélèze, les différents sapins, le pin sylvestre, le pin laricio, ainsi que le cèdre de l'Atlas.

Depuis 2013, **510 dossiers ont été engagés sur le massif vosgien** dont 430 en région Lorraine :

- ◆ 650 ha de forêt ont bénéficié d'une aide au reboisement.
- ◆ ce sont près de 1 330 €/dossier qui sont délivrés en moyenne, soit une aide à l'hectare de 1 060 €.
- ◆ 810 000 plants ont fait l'objet d'un financement via le FA3R. **C'est donc près de 500 000 € d'aides délivrées sur le massif vosgien.**



Source : FA3R

Dernière nouvelle, au moment où nous mettons sous presse, **le comité de pilotage du FA3R a décidé de doubler le montant de la prime** pour les dossiers 2022, grâce aux crédits abondés par la Région Grand Est. Nous en reparlerons dans un prochain numéro.

K. Girot - FIBOIS GE

Dégâts de scolytes : une accalmie ?

Source : "Crise scolytes sur épicéas-Bilan fin 2021"
Service Santé des Forêts

L'épidémie de scolytes initiée en 2018 marque le pas en 2021 grâce à des conditions météorologiques favorables aux épicéas encore présents et défavorables aux scolytes.

Situation actuelle

Les zones les plus concernées par la crise sont restées identiques : le Grand Est et la Bourgogne-Franche-Comté concentrent toujours la majorité des dégâts. En cette fin 2021, le volume des bois scolytés depuis le début de la crise (septembre 2018) est estimé pour ces 2 régions à environ 19 Mm³, **l'équivalent d'environ 55 000 ha**, soit 32 % du volume sur pied des pessières de plaine (sous 800 m d'altitude) avant la crise.

L'année 2021 a logiquement débuté par des dégâts encore importants, en lien avec les très fortes populations de typographes présentes consécutivement à l'année 2020. Les dégâts ont même affecté des épicéas jusqu'à des altitudes supérieures à 1 000 m, mais ces attaques sont restées limitées. La 2^{ème} partie de l'année a été marquée par une chute importante des dégâts, en lien avec la météorologie. D'une part, les pluies abondantes ont permis aux épicéas de retrouver des capacités de résistance face à leurs agresseurs et d'autre part, **les températures basses ont limité le nombre de générations d'insectes à 2 en plaine et 1 en montagne** (situation normale jusqu'en 2016) permettant une

diminution du niveau de population de l'insecte et donc de son agressivité vis-à-vis des pessières encore présentes.

Quelle évolution à prévoir en 2022 ?

Sauf nouvelle période chaude et sèche en 2022, ou chablis hivernaux importants, les dégâts devraient fortement diminuer dès le printemps 2022 dans les 2 régions principalement concernées. Ce probable faible niveau de dégât doit permettre une récolte plus facile des arbres porteurs de scolytes pour un retour à l'endémie plus rapide. **Il convient donc de ne pas baisser la garde sur les détections précoces d'arbres scolytés** et une récolte dans un temps aussi court que possible.

Le CRPF Grand Est participe activement à tous ces travaux par 10 Correspondants-Observateurs qui ont passé en 2021, 230 jours dans le cadre du service Santé des forêts.

Th. Bouchheid - CRPF GE



Accord de filière sur l'export du chêne

Les médias en font régulièrement l'écho : l'export de grumes de chêne vers l'extrême orient serait à un niveau tel qu'il empêcherait les scieurs français d'atteindre les volumes dont ils ont besoin ; ces derniers mois, **les grumes de chêne exportés représenteraient 20 à 25 % de la récolte française**. Depuis 2 ans, les grumes de chêne des forêts publiques doivent être présentées aux acheteurs ayant **le label "transformation UE"** : par ce label, ces acheteurs ne peuvent exporter les bois sans avoir effectué une 1^{ère} transformation dans les territoires de l'Union Européenne.

Le 17 février, un accord de filière a été signé par J. Denormandie ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, accord dans lequel tous les acteurs(*) s'engagent à sécuriser l'approvisionnement des scieries françaises. **L'amont forestier a ainsi accepté de s'engager, dès 2022, en faveur du Label UE** : ce mode de vente sera ainsi systématiquement proposé aux propriétaires par les gestionnaires.

À terme, l'objectif de cet accord est **"de développer la contrac-**



Photo : J.C Hanique

Vente de grumes en bord de route.

tualisation de bois d'œuvre dans toutes les qualités, seul mode de vente capable d'offrir une réponse structurelle" ; les coopératives contractualisent d'ores et déjà une part importante des volumes qu'elles mettent en marché.

Enfin, les aides aux investissements pour les scieurs comme pour les propriétaires forestiers devraient avoir des taux majorés pour les acteurs qui auraient pleinement "joué le jeu" de cet accord.

Forêts privées du Grand Est aura l'occasion de revenir sur ce difficile sujet.

D. Daclin - UFGE Fransylva

(*) Pour la Forêt Privée, il s'agit de l'UCFF (Union de la Coopération Forestière Française), des experts forestiers (Experts Forestiers de France), du CNPF et de Fransylva.

Après une interruption contrainte, les sylvotrophées ressuscitent pour la fin de cette année !

Cette démarche portée par les parcs naturels régionaux est l'occasion de **discuter de la gestion durable en forêt, dans une parcelle choisie et proposée par le propriétaire** à un jury composé d'experts de la sylviculture, de l'écologie forestière et d'intervenants ayant le regard du rôle social tenue par la forêt.

Ces 6 personnes ont pour mission d'évaluer l'intérêt de la parcelle au travers de critères de gestion durable en toute objectivité. Le vainqueur se voit attribuer un prix remis par les instances officielles du Parc Naturel Régional.

Si vous souhaitez participer au sylvotrophée ou en savoir plus, n'hésitez pas à contacter le CRPF Grand Est au 03 87 31 18 42, seule condition, votre parcelle proposée doit se situer dans le périmètre de l'un des 3 parcs de Lorraine et d'Alsace.



Tous les amoureux de nature connaissent cette revue "consacrée à la vie des animaux sauvages, des arbres et des fleurs d'Europe" (*le dernier numéro est consacré au merle noir*), en réussissant à allier humour et rigueur : son slogan est "le journal le plus lu dans les terriers". La hulotte est conçue dans notre région, à Bourt-aux-bois dans les Ardennes, et Forêts Privées du Grand Est, le "journal le plus lu par les propriétaires de terriers", ne pouvait pas passer à côté de l'évènement !

www.lahulotte.fr

Nouveau seuil pour les coupes rases en Meurthe et Moselle

Les coupes rases ou celles retirant plus de la moitié du volume de la futaie dans les petites forêts privées de Meurthe-et-Moselle sont aujourd'hui un peu mieux encadrées. En effet, depuis le mois d'octobre dernier, toute coupe de ce type, de plus d'1 ha, dans des massifs forestiers de plus de 4 ha, dans des propriétés ne présentant pas de garantie de gestion durable **nécessitent une autorisation de la Direction Départementale des Territoires** de la Meurthe et Moselle. L'abaissement de ce seuil est le fruit d'un travail concerté entre FRANSYLVA 54, le CRPF Grand Est et la DDT 54 pour lutter contre les coupes "sauvages" dans les petites parcelles de forêt privée.



COURS DES BOIS : forte reprise des marchés

La forte reprise économique mondiale génère une demande de produits finis en France comme dans le monde, et les produits bois n'échappent pas à la règle. La plupart des marchés, bois d'œuvre et bois d'industrie, sont tournés à la hausse, en particulier pour les grumes de résineux, et aussi avec une tension particulière sur le chêne. L'épicéa vert, doublement impacté par la pandémie de la covid et la crise des scolytes, retrouve son cours.

Résineux : la demande est forte pour les bois de charpente, par les scieries régionales, mais aussi par l'export vers l'Asie. La qualité palette/emballage est à nouveau demandée.

- **Épicéa/sapin** pour des diamètres 25/40 à 1,30 m : autour de 60/70 € sur pied.
- **Douglas et mélèze** atteignent des niveaux de prix record pour la région : autour de 80 € sur pied pour les mêmes diamètres.

Feuillus : le sujet est devenu très médiatique : les cours du **chêne** ne cessent d'augmenter, tirés par la demande "insatiable" de la Chine pour cette essence. C'est le cas non seulement pour les belles qualités, mais aussi pour les produits plus médiocres. Ainsi le chêne de qualité C, qui se vendait au minimum 150 €/m³ sur pied l'année dernière, atteint aujourd'hui 200 €.

Même si l'on peut regretter "les cours d'antan" (en particulier la période précédant la tempête de 1999), les cours actuels du **hêtre** (et aussi de l'érable) sont supérieurs à ce que l'on pouvait obtenir ces dernières années.

Hêtre de qualité moyenne hors palette : autour de 70/75 €/m³ sur pied.

Le cours du **frêne** s'érode un peu, mais reste à un bon niveau.

Peuplier : les marchés (contreplaqué pour la qualité, palette...) sont bien orientés et les cours continuent de se conforter.

Bois d'industrie : le paysage est en pleine mutation, avec la forte réduction du débouché "papier journal", le boom du granulé-bois (pellet), la disparition de l'épicéa de plaine... **Le marché de la trituration résineuse**, complètement anéanti ces derniers temps par la crise des scolytes, reprend vie mais **n'est pas encore revenu au niveau antérieur. La trituration feuillue est orientée à la hausse** (par ex, + 3 €/T depuis 6 mois chez Burgo-Ardenne) en partie du fait du mauvais temps empêchant bon nombre d'exploitations.

La demande en **bois-bûche** ou encore en **plaquettes forestières** pour des chaufferies collectives est pour l'instant stable, mais la hausse des prix des énergies devrait rapidement modifier la donne.

D. Daclin - Président Fransylva 57



Chargement de bois d'industrie feuillus.

Gros plan sur Burgo Ardennes

Burgo Ardennes, situé à la frontière belge à quelques km au nord de Montmédy (Meuse) est un fabricant de pâte à papier et de papier impression/écriture ; avec ses besoins en **bois d'industrie feuillus à hauteur de 1,4 millions de tonnes/an**, c'est un des principaux "poids lourds" de la filière du Grand Est.

"Nous n'avons pas d'inquiétude sur le marché de la pâte à papier pour l'impression/écriture, il y a de bonnes perspectives" nous dit Eric Meurisse, responsable des approvisionnements bois.

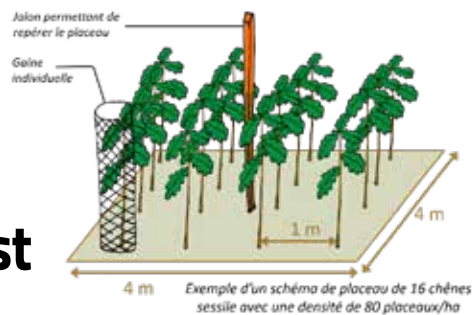
"Je suis plus préoccupé par la difficulté à assurer nos besoins en bois, à ce jour, nous avons un stock très insuffisant".

Cette situation s'explique en partie par le mauvais temps reportant des chantiers. "Mais je crains qu'il y ait des raisons plus profondes : l'absence de main d'œuvre pour les gros chantiers de bois d'industrie, une concurrence accrue entre les fabricants de pâtes et panneaux, le secteur de l'énergie, avec la disparition programmée du gisement d'épicéa, et aussi l'impact de l'export". **Il note ainsi une diminution notable du chêne arrivant sur le parc**, des grumes de faible diamètre exploitées en bois long étant orientées à l'export. **Burgo Ardennes vient de prendre la décision de sécuriser ses approvisionnements par des bois importés** : 5 % de ses besoins sur le 1^{er} semestre 2022 proviendra des pays Baltes. Cette situation illustre les progrès que nous avons tous à faire au sein de la filière...



Technique

LA PLANTATION PAR PLACEAUX : retour d'expérience dans le Grand Est



La technique de plantation par placeaux intéresse de plus en plus les forestiers car elle paraît adaptée au nouveau contexte du changement climatique.

Le CRPF a recensé, avec l'aide des gestionnaires et propriétaires, 42 dispositifs installés depuis 2000 dans la région Grand Est, afin de mieux cerner les atouts et contraintes de cet itinéraire de plantation.

Commençons par définir de quoi il s'agit : dans la parcelle, seuls des placeaux (appelés aussi points d'appuis, nids...) de quelques m² sont plantés, entre ces placeaux, on laisse s'exprimer le recrû ligneux.

Des 1^{ers} résultats encourageants

Parmi les 42 dispositifs analysés, voici les densités couramment rencontrées :

Dimension des placeaux (m ²)	9 à 36
Nbre de plants/placeau	9 à 25
Nbre de placeaux/ha	60 à 90

Le nombre de plants installés par hectare observé est compris entre 960 et 1 440 plants. Ce nombre reste cependant variable en fonction de la présence ou non de recrû. **L'objectif est de sélectionner une tige d'avenir par placeau** pour constituer le peuplement final.

La technique est particulièrement adaptée pour la plantation de feuillus notamment lorsque la régénération naturelle est

absente ou médiocre. Elle peut venir enrichir un peuplement déjà en place.

Les résultats ont mis en avant les bénéfices qu'apportent le peuplement interstitiel. Il apporte de la biodiversité avec des essences variées et mélangées. Il crée un effet de protection sur les placeaux favorable à un élagage naturel des plants. Enfin, il est aussi possible d'y recruter des tiges d'avenir en cas de manque dans les placeaux voisins. Cependant, il peut devenir très "envahissant".

Les interventions sylvicoles sont limitées aux placeaux, elles doivent être régulières et demandent une bonne technicité.

Comment choisir le schéma de plantation ?

Les modalités d'implantation sont à choisir en fonction de l'état de la parcelle à reboiser et des conditions du milieu. Le respect du schéma d'implantation est primordial ainsi que **la matérialisation des placeaux et**

l'accessibilité depuis les cloisonnements. Dans tous les cas, des protections adaptées contre la dent du gibier seront à prévoir. Un travail préparatoire du sol est conseillé sur certains sols et peut permettre d'économiser 1 voire 2 dégagements des plants. Pour une parcelle sans recrû, 16 plants minimum/placeau sont recommandés. En enrichissement, ou en présence d'un peuplement interstitiel, il est possible de n'en mettre que 9.

Combien ça coûte ?

L'étude sur une vingtaine de dispositifs visités révèle un coût moyen de 50 € Hors Taxes/placeau, soit **3 000 € à 5 000 €/ha TTC**. Ce coût indicatif comprend l'entretien des cloisonnements, le travail préparatoire du sol, la fourniture et la mise en place des plants et l'application d'un répulsif.

Quelle suite pour cette étude ?

Dans le cadre de financements du Ministère de l'Agriculture, le recensement des dispositifs en place dans le Grand Est se poursuivra en 2022. Un rendu définitif est prévu pour la fin de 2023 sous la forme de fiches pédagogiques, de recommandations techniques et d'un référentiel des sites les plus caractéristiques.

K. Perrin - CRPF GE

Pour participer à ce projet, n'hésitez pas à contacter notre chargée de mission [Kassandra Perrin \(07.61.48.01.23\)](mailto:kassandra.perrin@crpf-ge.fr)

Photos : K. Perrin © CNPF GE



Placeau de chêne sessile (2001). Les tiges d'avenir peuvent être désignées.



Placeau de chêne sessile (2016) avec gaines individuelles



Parole à l'UFGE FRANSYLVA

NON, la forêt n'est pas un bien commun !

Certaines organisations et personnes diffusent l'idée que la forêt est un "bien commun". Il n'en est rien et les forestiers doivent combattre ce vocable.

Photo : C. Weben © CNPF

Sous l'Ancien Régime (entre 1589 et 1789), un certain nombre de surfaces agricoles, nécessaires à la vie de la population, étaient des "communs" accessibles à tous. On pouvait librement y faire circuler ou pâturer ses bêtes, y ramasser du bois, etc... Le régime a disparu avec la Révolution française. Le droit mis en place a affecté tout le territoire à un propriétaire. Les "communs" sont souvent devenus des biens communaux ou de l'État ou ont été acquis par des privés. C'est dans son article 2 que la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen fixe le droit de propriété.

Aujourd'hui, toute la forêt française a un (ou des) propriétaire(s), et aucune n'est plus un bien commun !

En revanche, **la forêt est un "bien d'intérêt général"**. À partir du moment où des sociétés humaines ont pris conscience que la forêt n'était pas une ressource naturelle indéfinie mais une ressource qui pouvait disparaître par surexploitation, des réglementations ont été progressivement élaborées. "La nécessité de lois pour la conservation des forêts" a été reconnue en France dès le 17^{ème} siècle. En 1789, l'Assemblée constituante s'inquiétant de la destruction

anarchique des arbres voulut y mettre fin en adoptant le principe suivant : "Les forêts, bois, arbres sont placés sous la sauvegarde de la Nation, sans préjudice des titres, droits et usages collectifs et particuliers".

Cet article est complété par l'article L. 112-2, "tout propriétaire exerce sur ses bois et forêts tous les droits résultant de la propriété dans les limites spécifiées par le présent code et par la loi, afin de contribuer, par une gestion

"Aujourd'hui, toute la forêt française a un (ou des) propriétaire(s), et aucune n'est plus un bien commun !"

Le code forestier actuel dans son article L.112-1 a repris ce principe en y ajoutant **les services d'intérêt général que rend la forêt** à savoir, la conservation des ressources génétiques et de la biodiversité, la protection de la ressource en eau et de la qualité de l'air, la préservation de la qualité des sols, le rôle de puits de carbone à la fois dans les sols forestiers mais aussi dans les produits fabriqués à partir de bois, la lutte contre le changement climatique...

durable à l'équilibre biologique et à la satisfaction des besoins en bois et autres produits forestiers. **Il en réalise le boisement, l'aménagement et l'entretien conformément à une gestion durable et multifonctionnelle**".

En bref, je reconnais et respecte le code forestier qui fait de ma forêt un bien d'intérêt général, mais pas un bien commun : elle est à moi, et je ne permets pas que quiconque s'y considère comme chez lui ! Il en va de même des forêts communales et même des forêts domaniales qui appartiennent aux citoyens français et pas à d'autres.

Pour conclure, quand on vous parlera de la forêt "bien commun", reprenez gentiment mais fermement votre interlocuteur et dites-lui de parler de "bien d'intérêt général".

F. Godinot - UFGE Fransylva
& Président Fransylva 55

Photo : B. Molinier © CNPF GE



Promenade en forêt



Parole au Syndicat de Haute-Marne

La chasse au sein du Parc National des forêts de Champagne et Bourgogne

La création du 11^{ème} parc national répond à une ambition nationale de représenter la forêt feuillue de plaine qui constitue un des grands écosystèmes emblématiques de la France.

La forêt y est giboyeuse et la chasse est une composante importante du territoire, en forgeant une partie de son identité et générant des retombées économiques locales. Anne Dunoyer et Olivier Landel représentant la forêt privée au conseil d'Administration du Parc) ont participé aux discussions aboutissant aux règles cynégétiques propres au Parc de Forêts.

Photo : L-A Lagneau © CNPF

La plupart des parcs nationaux français est en montagne, et la chasse n'y est pas autorisée dans la zone centrale. Mais le parc des forêts de Champagne et Bourgogne est situé en plaine, portant agriculture et forêts de production, et il fallait y définir des règles cynégétiques spécifiques.

Ces règles se déclinent selon 3 zones définies par la charte : les zones d'adhésion 150 000 ha, de cœur 56 000 ha, et intégrale 3 000 ha.

La zone d'adhésion représente un territoire suffisamment vaste **pour expérimenter de nouvelles pratiques cynégétiques ou de gestion.** Ainsi, 2 programmes "sylvaune" sont engagés pendant les 5 premières années de la charte : chaque acteur exprimera ses propres objectifs, et on devra trouver collectivement un consensus sur les orientations environnementales. D'une part, **on cherchera à améliorer la qualité d'accueil des milieux forestiers** pour les grands ongulés : gestion qualitative des accotements, des cloisonnements, diversité des traitements sylvicoles afin de favoriser une mosaïque d'habitats. **D'autre part, de nouvelles pratiques de chasse peuvent être testées** comme la "battue silencieuse".

Le cœur du parc national ne constitue pas une unité de gestion cynégétique, mais va être un espace d'expérimentation et d'acquisition de connaissances, **pour mieux cerner les notions de densité de grand gibier écologiquement supportable** (*en forêt, ces densités doivent permettre la régénération des peuplements sans protection artificielle*). **La chasse est maintenue à l'exception de quelques réserves volontaires.** À l'échéance de la charte, certaines pratiques artificielles devront être supprimées : affouragement, pierre à sel, crud d'ammoniac... Cet équilibre devra être formulé par des actions scientifiques comme des ICE, enclos-exclos et des actions pratiques : nouveaux modes de protection des cultures agricoles, renforcement du potentiel alimentaire dans les accotements des voies forestières... À terme, si l'équilibre ne peut être atteint, des actes administratifs seront émis pour orienter certaines pratiques, jusqu'à établir des procédés de destruction. D'ores et déjà, un projet d'arrêté, applicable dès le 1^{er} mars 2022 pour 3 ans, prévoit d'**interdire l'agrainage du sanglier** ainsi que diverses pratiques dans le cœur du parc (seul l'agrainage de dissuasion est prévu ; des déroga-

tions avec un plan de linéaires d'agrainage peuvent néanmoins être envisagées ; à noter qu'aucune dérogation n'est possible dans les petits massifs).

Une réserve intégrale a été créée. C'est la plus vaste forêt de libre évolution de France métropolitaine qui doit jouer le rôle de vitrine de la forêt naturelle. Elle devient un espace de recherche pour les scientifiques afin d'analyser le retour vers un état de nature. **Dans cette réserve, la chasse est interdite.** La présence du grand gibier ne devant pas fragiliser le renouvellement naturel des forêts, ni perturber les activités situées en périphérie de la réserve intégrale, il est nécessaire d'élaborer un projet de régulation cynégétique spécifique avec les acteurs concernés. Dans cette zone, une régulation sera possible par arrêté.

Ainsi, le parc national trouvera toute sa légitimité : il servira de lieu d'expérimentation, notamment dans la zone de cœur, **et permettra d'orienter les futures dispositions pour un équilibre sylvo-cynégétique à appliquer dans les zones extérieures.**

O. Landel
Président Fransylva 52



Parole à



Patrice BONHOMME, un propriétaire forestier investi

Patrice BONHOMME, en retraite depuis quelques mois, se consacre dorénavant à ses passions que sont sa famille, ses forêts et la chasse. Entre Canada et département des Ardennes, il profite d'une retraite méritée.

➤ **Encore peu, président de l'Union Forestière du Grand Est, vous avez laissé cette fonction assurée depuis par Mme Dunoyer, mais vous restez administrateur de cette structure. Vous êtes également Vice-Président du Centre Régional de la Propriété Forestière du Grand Est. Comment êtes-vous arrivé à la forêt et plus exactement comment êtes-vous entré dans les instances politiques de la forêt privée que sont le CRPF et les syndicats ?**

J'ai fait connaissance de la forêt à la fois sur le plan personnel et le plan professionnel. En effet, le père de mon épouse, Michel Lombard, était propriétaire forestier et déjà impliqué dans les instances forestières. Il était en effet conseiller du CRPF et fut à l'origine de la Coopérative Forestière des Ardennes (COFA) et du Centre d'Etude Technique et Forestier (CETEF) des Ardennes. Sur le plan professionnel, j'ai travaillé dans les années 80 à la création de l'association des communes forestières des Ardennes dont le président, le Général Antoine de Pouilly, me suggéra de me présenter au Conseil d'Administration du CRPF et j'en devins le président pour 4 mandats successifs. Un challenge à l'époque : j'étais le plus jeune président de CRPF de France !

➤ **Les relations CRPF – Syndicats Forestiers sont étroites. Certains les dénoncent parfois. Qu'en pensez-vous ?**

En Grand Est, les relations entre le CRPF et les Syndicats forestiers (ou leur Union) sont étroites, tellement étroites que souvent ce sont les mêmes personnes qui représentent les 2 structures. Cette proximité est à la fois une force et une faiblesse : une force car l'imbrication des différentes instances permet un dialogue constructif, la définition d'orientations claires se traduisant par une grande cohésion et une forte synergie ; une faiblesse car nos interlocuteurs ont parfois du mal à nous identifier comme syndicaliste ou conseiller de centre. Il est important que chaque instance soit dans son rôle, les préoccupations pouvant parfois différer selon la représentation. Une piste de progrès porte peut-être sur une meilleure identification des différentes structures.

➤ **La forêt française, et celle du Grand Est notamment, est impactée par le changement climatique qui se traduit par des dépérissements importants liés aux sécheresses successives et aux attaques de certains parasites. Quels sont selon vous les enjeux actuels pour la forêt privée ?**

Les principaux enjeux pour la forêt privée sont actuellement l'adaptation au changement climatique et la consolidation de la filière forestière. Comme vous l'avez évoqué, nos forêts, privées ou publiques, sont actuellement malmenées. Les différentes sécheresses et attaques parasitaires des dernières années ont fortement impacté la gestion des peuplements. Bon nombre de questions se posent aux forestiers quant à la conduite à tenir et aux choix de gestion à retenir, tant au niveau des essences forestières que des itinéraires forestiers. Les récentes crises, notamment celle des bois scolytés, ont mis en évidence l'importance d'avoir une filière forte, structurée, animée d'un véritable esprit de filière. Nous sommes tous concernés, du pépiniériste au scieur en passant par les producteurs que sont les propriétaires forestiers.

➤ **Et tout cela dans un contexte où la société civile s'intéresse de plus en plus à la gestion de nos forêts, y compris privées...**

L'intervention de la société civile dans la gestion forestière devient effectivement de plus en plus prégnante. Ce n'est pas forcément une mauvaise chose mais il y a nécessité pour les forestiers de dialoguer, de communiquer, d'être plus démonstratifs et d'expliquer au grand public la gestion forestière que nous pratiquons. Il est primordial que nous arrivions à faire reconnaître notre savoir-faire et le bien-fondé des propriétaires forestiers et/ou de leurs gestionnaires. Preuve que ce sujet est actuellement au cœur de nos préoccupations, les Journées Techniques Nationales du CNPF ont pour thématique "Forêts et société".

Propos recueillis par H. Richard
Directeur-Adjoint du CRPF GE



LES COUPES RASES DANS LE GRAND EST, de quoi parle-t'on ?

Certains médias mettent régulièrement en avant une supposée augmentation des coupes rases. Mais qu'en est-il exactement ? Pour avoir une réponse objective, le CRPF travaille sur une approche innovante : le traitement d'images satellitaires.

L'utilisation d'images satellitaires permet aujourd'hui d'avoir accès à une multitude d'informations. Le travail réalisé par le CRPF Grand Est en partenariat avec l'Université de Strasbourg(*), (projet Cartefor adossé à un programme européen Regiowood 2), livre ses 1^{ers} résultats sur la détection fine des coupes rases dans le Grand Est. Le traitement itératif des images permet de suivre les résultats dans le temps, ce qui est particulièrement adapté au domaine forestier.

Les images utilisées sur une période de 16 ans s'étalent de 2005 à 2020. 2018 est considérée comme l'année où débute la crise des scolytes, entraînant une forte augmentation des coupes rases.

Un point important : les chiffres qui suivent, concernent les coupes rases sensu stricto, mais aussi les coupes définitives de parcelles en régénération, et

(*) Plateforme ICube-SERTIT, UMR 7357, Université de Strasbourg.

peut-être aussi quelques défrichements. La fiabilité de l'interprétation des images par les modèles mathématiques avoisine les 90 %.

Les résultats obtenus

Le tableau ci-dessous vous présente les principaux éléments chiffrés à retenir à l'échelle des forêts privées du Grand Est. Dans le détail :

- ◆ les surfaces totales des coupes rases, au regard des surfaces totales des forêts privées du Grand Est (*rigoureusement, il faudrait en déduire les forêts en traitement irrégulier*), sont faibles.
- ◆ **l'effet "scolyte" est très identifiable** : on constate effectivement une forte augmentation du nombre de coupes rases dans les peuplements résineux à partir de 2018. D'abord cantonnés en plaine, les dé-



Photo : J.-L. Rioual © CNPF

Coupe à blanc : sapin et douglas

périssements commencent à concerner, mais plus récemment, les peuplements d'épicéas du massif vosgien. La surface moyenne des coupes rases détectées reste cependant proche des moyennes constatées durant la période hors crise sanitaire.

- ◆ **98 % des coupes détectées ont une surface qui se situent entre 0,55 et 1,45 ha. La dimension moyenne des coupes rases est donc très faible**, et c'est le satellite qui le montre !

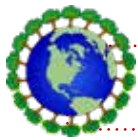
Il faut simplement noter un gradient d'Est en Ouest dans l'évolution de la taille des coupes rases.

- ◆ il existe effectivement des surfaces importantes de coupes à blanc localisées surtout en plaine, mais en faible nombre. Elles s'expliquent généralement par un contexte local particulier : coupes sanitaires bien sûr, ou peuplements équiennes de grande surface. Il faut faire avec l'existant, et "re-construire" de manière plus diversifiée...

St. Asaël - CRPF GE

Situation des coupes rases détectées sur la période 2005 à 2020 dans les forêts privées du Grand Est

Source : Plateforme ICube-SERTIT, UMR 7357, Université de Strasbourg	Massif vosgien (départements 54, 57, 67, 68, 88)		Plaine (Alsace, Lorraine, Champagne-Ardenne)	
	2005-2017	2018 à 2020	2005-2017	2018-2020*
Surface moyenne des coupes rases	0,88 ha	0,58 ha	1,4 ha	1,34 ha
Surface maximale	31 ha	8 ha	97 ha	71 ha
Surface minimale	0,25 ha	0,05 ha	0,25 ha	0,05 ha
Nombre de coupes rases détectés/an	605 ha	837 ha	1 376 ha	2 386 ha
Surface cumulée des coupes rases	6 937 ha	1 459 ha	25 058 ha	9 564 ha
Surface cumulée des coupes rases/an	533 ha	486 ha	1 927 ha	3 188 ha



Assises régionales

Retour sur



Des "Assises des forêts et du bois du Grand Est" se sont tenues les 26 et 27 novembre 2021 à Remiremont à l'initiative de FIBOIS, l'interprofession Forêt-Bois du Grand Est, avec l'appui du Conseil régional, du Conseil départemental des Vosges et de l'État. Elles avaient été préparées par 23 ateliers de communautés de travail, assurés par l'association "Des hommes et des arbres". L'objectif était de parler "forêt" entre différents acteurs de la société, et de croiser les attentes des uns et des autres.

Je vous en propose quelques points forts :

◆ **La participation** : nous étions 400 dans la salle, le 26 novembre et 300 personnes de tous horizons ont participé aux travaux préparatoires. Voilà déjà un dialogue riche.

◆ **L'introduction par le président de Région Jean Rottner et la préfète de Région Josiane Chevalier**. Pour Jean Rottner, il faut "sonner la mobilisation générale". Dialoguer, échanger, confronter les idées. Nous sommes en crise environnementale, nous devons être volontaire, prendre des décisions. **Le président souhaite présenter un plan régional au printemps 2022.**

La préfète de Région rappelle que la politique de l'État est centrée sur la gestion durable et multifonctionnelle de la forêt, avec 4 objectifs principaux : neutralité carbone, résilience, valorisation de la ressource, dialogue social.

Les moyens mobilisés dans le "plan de relance" (200 Mo €) seront suivis du plan "France 2030".

La préfète est elle-même très attentive à la gouvernance de la forêt, l'équilibre agro-sylvo-cynégétique et la mise en place d'un plan d'action concret.

◆ **L'état des lieux** : la forêt du Grand Est s'étend depuis des décennies et le volume de bois sur pied s'accroît (**10 % de la croissance annuelle meurt, 64 % est récolté et 26 % accroît le stock**). Sur une placette d'inventaire, il y a en moyenne 6 essences différentes. 90 % du renouvellement est naturel, 10 % est réalisé par plantation. Mais hélas, le changement climatique et la circulation mondiale des parasites bouleversent ce bel ordre, et la forêt du Grand Est est en mauvaise santé, et toutes les essences sans exception souffrent.

◆ **Les tables rondes**, voici quelques propos glanés à la volée :

- "Le droit forestier s'est construit pour protéger les stocks de bois de la forêt contre le droit de propriété".
- "La demande en bois triplera d'ici à 2050" (dû à l'augmen-

tation de la population et du niveau de vie mondiaux).

- "Il va falloir accepter l'échec, avec la conscience du temps long".
- "Un des débats est d'amener des essences nouvelles ou de laisser faire la nature".
- "Vous n'avez pas honte de couper des arbres ?" (un passant à un conducteur de machine de récolte).
- "L'industrie n'est rien d'autre qu'une réponse aux besoins des consommateurs".
- "Il faut privilégier le bois massif, naturel, non transformé et local. Une scierie locale sait produire tout ce dont nous avons besoin" (architecte).

◆ **Le dialogue entre les professionnels et "la société civile"** : La représentation de la forêt a changé, le grand public attend d'elle davantage de protection (absorber le carbone, protéger la biodiversité, procurer calme et sérénité) que de production. La forêt apparaît comme un espace de nature à préserver, **sa dimension économique est très méconnue.**

Mais le propriétaire craint de perdre le contrôle de sa propriété, tandis que le gestionnaire exerce un métier de passion à l'engagement personnel fort. **L'émotion est partout** et le monde forestier est souvent en posture défensive.

Pour sortir de cette situation, la proposition faite est de mettre en place un nouveau contrat forêt-société, au niveau local : faire en sorte que la population s'approprie le sujet forestier, et construire à partir de là des projets partagés.

F. Godinot - UFGE Fransylva

CRPF GRAND EST

41 av. du Général de Gaulle-57050 Le Ban St-Martin
E-mail : grandest@crpf.fr

Directeur de la publication : Alain Lefeuvre

Rédacteur en Chef : Stéphane Asaël
(par interim)

Graphiste : Musiconair

Mise en page : Béatrice Molinier

Impression : L'Imprimerie moderne
à Pont-à-Mousson (54)



IMPRIMERIE MODERNE



Photo couverture : Patrick REY © CNPF

Numéro tiré à 18 000 exemplaires
ISSN 2555-4654

Abonnement gratuit - Dépôt légal à parution
Labellisé Imprim'Vert

Le Journal d'information forestière La forêt privée du Grand Est est réalisé par le Centre Régional de la Propriété Forestière du Grand Est et par l'UFGE. Il vous a été adressé sur la base des informations cadastrales transmises au CRPF. Si vous ne souhaitez plus être destinataire de nos courriers ou si vous désirez accéder aux informations vous concernant, il vous suffit de l'exprimer par écrit auprès du Centre en indiquant vos coordonnées.